



Développement. Un an après le séisme, 1,8 million de rescapés sont toujours sans abri.

Pakistan: l'aide minée par la corruption

Besham envoyée spéciale

Le camp de Maira, niché au bord d'une rivière aux flots argentés, dans une vallée encaissée de la province de la frontière nord-ouest, abrite encore près de 700 personnes. La famille de Shah Nazar, venue du Kohistan, prépare le dîner pour la rupture du jeûne du ramadan. Une ribambelle d'enfants en guenilles jouent entre les tentes rafistolées.

«*Nous ne pouvons pas retourner dans notre village et reconstruire une maison*, explique Shah Nazar, dont la femme berce un bébé couvert de cloques. *C'est trop dangereux, notre terre est partie dans un glissement de terrain. De toute façon, nous n'avons pas d'argent.*» Tout comme Gul Khan, son voisin, père de quinze enfants, qui travaille comme maçon dans la vallée, le paysan assure n'avoir reçu aucune compensation du gouvernement. Le camp Maira accueillait près de 20000 personnes déplacées avant sa fermeture officielle en mars dernier. Ne reste plus ici que ceux qui n'ont pas pu partir.

Chiffres accablants. Mais le camp risque de se remplir à nouveau. Alors que l'hiver s'annonce, des milliers de villageois des montagnes pourraient redescendre dans les vallées, et rien n'est prêt pour les accueillir. «*Seulement 20 % des gens ont reconstruit leur maison dans cette zone*», constate une volontaire de l'ONG Solidarités, basée dans la ville de Besham, à quelques kilomètres. Dans les montagnes, les tentes et les «abris temporaires» ne vont certainement pas protéger les habitants quand la température va chuter, et les routes, toujours dangereuses, continuent de s'écrouler.

Le tremblement de terre dévastateur qui a secoué le Cachemire pakistanais et une partie de la province de la frontière nord-ouest (NWFP) avait tué plus de 80000 personnes et laissé 3,3 millions de sans-abri. Un an après, les rapports sont accablants: selon l'ONG Oxfam, 1,8 million de rescapés sont toujours dans des habitats précaires. Erra, l'organisme d'Etat chargé de la reconstruction, admet que seuls 17% des

maisons détruites ont été rebâties. Et plus du tiers des reconstructions ne sont pas aux normes antisismiques. En cause: les lenteurs et la confusion de ce même organisme. «*Les démarches administratives pour que les rescapés puissent toucher les compensations de reconstruction sont un enfer bureaucratique*, explique un journaliste local. *Les gens doivent se procurer des documents officiels de propriété, des cartes d'identité, s'inscrire à la banque, faire des allers-retours toutes les semaines pour le suivi de leur dossier. Alors que la plupart sont illettrés, et n'ont pas d'argent*» Un parcours du combattant, particulièrement difficile pour les veuves et les femmes seules, peu ha-

bituées à sortir de chez elles, dans cette région très conservatrice.

Les nouvelles maisons doivent être reconstruites selon des normes antisismiques édictées par le gouvernement. Faute de quoi, les personnes ne peuvent recevoir les 150000 roupies de compensation. Or l'information sur l'architecture requise a été diffusée avec beaucoup de retard et a varié plusieurs fois. Au début, les villageois devaient

ériger des habitations avec du ciment et de l'acier, matériaux chers et intransportables dans les villages re-

culés à plusieurs jours de marche. Depuis quelque temps, ils ont finalement le droit d'utiliser plutôt du bois. Mais les rescapés ont perdu des mois à attendre ces consignes, dans la confusion la plus totale.

Surfacturation. Les équipes d'«inspecteurs» du gouvernement censées vérifier chaque maison, et donner le feu vert pour les compensations, ne se sont pas manifestées partout. La corruption a été massive à tous les niveaux: depuis les fonctionnaires chargés de distribuer les indemnités et qui en ont mis une partie dans leur poche, jusqu'à certains propriétaires qui ont récupéré les sommes dues à leurs paysans, sans oublier les bâtiments publics en reconstruction largement surfacturés.

«Zone rouge». Quant aux 30000 habitants de la ville martyre de Balakot, détruite par le séisme, ils n'ont pas le droit de reconstruire quoique ce soit car ils sont en «zone rouge». Une nouvelle ville doit être créée à 25 km de là, sur un site plus sûr. Mais elle est loin d'être sortie de terre.

Alors que le gouvernement se félicitait l'an dernier de l'élan de solidarité dans le pays, les victimes de la catastrophe se sentent abandonnées. Le Pakistan avait reçu en novembre 2005 une promesse de 6,7 milliards de dollars d'aide internationale, et les partis d'opposition réclament maintenant une publication officielle des dépenses effectuées. Tandis que des centaines de rescapés manifestaient contre la corruption, samedi à Islamabad, en invitant les officiels «à venir passer l'hiver avec eux».

CELIA MERCIER

PAKISTAN

